

PRÉFECTURE DES YVELINES

ARRETE n° 06.019/DUEL

DIRECTION DE L'URBANISME,
DE L'ENVIRONNEMENT
ET DU LOGEMENT

LE PREFET DES YVELINES,
CHEVALIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

Bureau de l'Environnement

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret du 20 mai 1953 modifié constituant la nomenclature des installations classées ;

Vu le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu le décret n° 83.1025 du 28 novembre 1983 modifié concernant les relations entre l'administration et les usagers ;

Vu l'arrêté du ministère de la défense en date du 13 mai 1985 autorisant l'établissement d'armement AMX-APX, situé Camp de Satory à Versailles, à exploiter des ateliers d'essais de moteurs à combustion interne, activité soumise à autorisation sous la rubrique suivante : **299-2-A**

Vu l'arrêté du ministère de la défense en date du 05 août 1988 autorisant l'établissement AMX-APX à exploiter un atelier de traitement de surface, activités soumises à autorisation sous les rubriques suivantes :

Activités soumises à autorisation

- **251-2-D** : atelier où l'on emploie des liquides ou des produits à base de liquides halogénés et autres liquides odorants ou toxiques mais inflammables. La quantité de solvant utilisé ou traité simultanément étant supérieure à 50 l. mais inférieure ou égale à 1500 l.
- **288-1-A** : traitements électrolytiques ou chimiques des métaux et matières plastiques pour le dégraissage, le décapage, la conversion, le polissage, la métallisation ou la démétallisation etc... lorsque le volume des cuves de traitement est supérieur à 1500 litres.

Vu l'arrêté du ministère de la défense en date du 25 juin 1990 autorisant l'établissement AMX-APX à exploiter un dépôt de poudres, explosifs et autres produits explosifs – la capacité du dépôt étant supérieure à 500kg de matières ou à 250 000 détonateurs, activité soumise à autorisation sous la rubrique suivante : **357-A** ;

Vu l'arrêté du 29 juin 1990 du ministre de l'économie, des finances et du budget et du ministre de la défense, transférant toutes les activités exploitées par l'établissement AMX-APX au profit de la société GIAT Industries et impliquant que toutes les installations assujetties à la loi de 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, relevant auparavant du décret n°80-813 du 15 octobre 1980, soit désormais soumises au régime général prévu par le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 septembre 1996 mettant à jour le classement des activités que la société GIAT Industries exerce au centre de Satory, 13 route de la Minière à Versailles, activités soumises à déclaration et à autorisation sous les rubriques suivantes :

Activités soumises à autorisation

- **299-2-b** : Ateliers d'essais de moteurs à combustion interne, lorsque l'échappement se fait avec interposition d'un dispositif silencieux. La vitesse de rotation des moteurs dépassant 1500 tours par minute : 7 bancs d'essais (bâtiments 279, 259, 214, 272)

Activités soumises à Déclaration

- **2940-2-b** : Application, cuisson, séchage de peinture sur support quelconque lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation, enduction, ...). La quantité maximale de produits susceptible d'être utilisée est supérieure à 10 kg/j, mais inférieure ou égale à 100 kg/j : application par pulvérisation de 15 kg/j au maximum de produits à base de liquides inflammables de 1^{ère} catégorie.
- **2930-b** : Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur dont la surface d'atelier est supérieure à 500 m² mais inférieure ou égale à 5000 m² (3249 m²-Bât.216) (600m²-Bât.136)
- **2925** : Atelier de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW (30kW)
- **2920-2-b** : Installations de réfrigération ou de compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10⁵ Pa, la puissance absorbée étant supérieure 50kW mais inférieure ou égale à 500 kW. Les fluides comprimés ou utilisés ne sont ni inflammables, ni toxiques (3 compresseurs d'air, P-totale = 150 kW- Bât. 238) (3groupes froid au fréon, P-totale = 120 kW- Bât. 261 et 272)
- **2910-A-2** : Installation de combustion lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse. La puissance thermique maximale de l'installation étant supérieure à 2 MW mais inférieure à 20MW : 1 chaudière fonctionnant au fioul : P=5,8MW (Bât.103)
- **2560-2** : Travail mécanique des métaux et alliages, la puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 50 kW mais inférieure ou égale à 500 kW (P=300kW)
- **1434-1-b** : Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables : installation de chargement de véhicules-citernes, de remplissage de réceptacles mobiles ou des réservoirs de véhicules à moteur, le débit maximum équivalent, pour les liquides inflammables de la catégorie de référence étant supérieure ou égal à 1m³/h mais inférieur à 20 m³/h (Bât.113 : débit équivalent = 3,6 m³/h) (Bât.274 : débit équivalent = 6 m³/h)
- **1180-1** : Polychlorobiphényles, polychloroterphényles : utilisation de composants, appareils et matériels imprégnés ou stockage de produits neufs contenant plus de 30 l de produits : 19 transformateurs au pyralène, soit 10 000kg environ

Vu la déclaration du 15 avril 1997 de la société GIAT Industries concernant le site de Versailles, centre de Satory, 13 rue de la Minière, faisant suite à la modification de la nomenclature et créant les rubriques 1185-2-a et 1185-2-b ;

Vu l'arrêté préfectoral du 23 mars 1998 imposant des prescriptions complémentaires à la société GIAT Industries sur son site de Versailles, suite à la cessation d'activités et à la réhabilitation de la zone ouest du centre de Satory à Versailles ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 novembre 2000 Imposant des prescriptions complémentaires à la société GIAT Industries sur son site de Versailles, dans le cadre de la circulaire du 23 avril 1999 du ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement (Mesures de prévention de la légionellose) ;

Vu le récépissé du 14 décembre 2000 donnant acte à la société GIAT Industries sur son site de Versailles, de sa déclaration de cessation d'activités de la zone ouest suite aux travaux de dépollution et abrogeant l'arrêté préfectoral du 23 mars 1998 ;

Vu le dossier de déclaration déposé le 12 février 2003 par la société GIAT Industries pour son site de Versailles Centre de Satory, situé route de la Minière, pour la cessation partielle des activités de la société sur la zone Est du site ;

Vu le rapport du 28 novembre 2005 par lequel l'inspection des installations classées propose d'imposer à la société GIAT Industries des travaux de remise en état et des mesures de surveillance ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène au projet de prescriptions complémentaires, modifié et complété lors de sa séance du 12 décembre 2005 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas émis d'observations sur le projet d'arrêté qui lui a été notifié le 18 janvier 2006 ;

Considérant que des mesures doivent être prises pour préserver les intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.211-1 du Code de l'Environnement, compte tenu des pollutions avérées sur le site ;

Considérant qu'il convient de faire application des dispositions de l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 et de prescrire les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture :

ARRETE

ARTICLE 1^{er}

La société GIAT Industries, dont le siège social est situé 13 route de la Minière, 78034 Versailles Cedex, est tenue de réaliser les travaux et de maintenir les mesures de surveillance prescrits

par le présent arrêté **sur la partie Est du site** qu'elle a exploité à l'adresse de son siège social dont les limites figurent sur le plan joint en annexe du présent arrêté.

Les dispositions prévues par l'exploitant dans son dossier de cessation d'activité du 12 février 2003 complété le 28 février 2005, le 19 avril 2005 et le 6 octobre 2005 s'appliquent en tout ce qui n'est pas contraire aux prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2 – PRESCRIPTIONS DE TRAVAUX

La société GIAT Industries réalise les travaux de remise en état du site suivant :

2.1 – Démantèlement de matériels

Dans un délai maximum de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, la société GIAT Industries achève de procéder sur la partie est du site :

- au dégazage et à l'enlèvement de toutes les cuves de liquides inflammables du site.
- à l'enlèvement des transformateurs fonctionnant avec du PCB à l'exception de ceux des postes P13 et P14 maintenus en activité dont l'évacuation sera respectivement réalisée au plus tard en 2008 et 2010.

2.2 - Dépollution par décapage et/ou confinement des terres polluées

Dans les zones comportant des pollutions ou reconnues comme polluées pour un ou plusieurs paramètres dans le dossier déposé le 28 février 2005, complété le 19 avril 2005, les terres polluées du site sont :

- soit décapées et éliminées dans des installations autorisées à les recevoir au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement (zones V1 à V4 particulièrement). Les terres polluées au niveau de la zone V5 doivent être éliminées **dans un délai maximum de 2 ans** après la notification du présent arrêté.
- soit confinées dans les conditions définies dans le dossier de cessation d'activité déposé en préfecture des Yvelines le 12 février 2003 complété le 28 février 2005, le 19 avril 2005 et le 6 octobre 2005. Ces confinements sont réalisés en contre voile (dans les remblais réalisés contre les nouvelles constructions), sous voirie, en buttes paysagères ou maintenues en place dans les zones non terrassées. Les caractéristiques minimales des confinements laissés en place sont au minimum le recouvrement des matériaux confinés par un dispositif avertisseur puis leur recouvrement par au minimum 40 cm de terres indemnes de toute pollution dans un usage récréatif normal, et 80 cm de terres indemnes de toute pollution dans un usage permettant la réalisation de vergers avec arbres fruitiers.

En zone ZB 60 telles que définie en annexe 1 du présent arrêté, au niveau des buttes paysagères installées au sud et à l'est du site, les matériaux pollués maintenus sur le site sont confinés par un recouvrement de terres indemnes de pollution d'une épaisseur minimale de 60cm.

Pour chaque zone remise en état (zones définies sur le plan en annexe du présent arrêté), des plans cotés visés à l'article 3.1 seront réalisés après pose du dispositif avertisseur (avant pose des terres de recouvrement) puis après dépose des terres de recouvrement, afin de justifier du respect effectif des hauteurs des terres de recouvrement.

2.3 –Prévention des impacts sanitaires lors des travaux de dépollution

Afin de prévenir des risques sanitaires pour les personnes pendant la durée des travaux de dépollution, l'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour équiper le personnel d'équipements de protection individuels en rapport avec les risques liés aux pollutions du site. Il limite les accès des personnes au site au strict nécessaire pour la réalisation des travaux de dépollution.

2.4 – Mesures de protection des eaux

2.4.1 – Rejet des eaux à l'aval hydraulique du site dans le réseau d'assainissement des eaux pluviales

Les effluents superficiels issus de la lixiviation éventuelle des terres impactées confinées due au ruissellement des eaux pluviales recueillies dans les fossés périphériques à l'aval hydraulique du site doivent respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes :

- Température inférieure à 30°C,
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg/Pt/l,
- exempt de matières flottantes,
- ne pas dégrader les réseaux d'égouts,
- ne pas dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts éventuellement par mélange avec d'autres effluents,
- Hydrocarbures : < 5 mg/l,
- Composés organiques halogénés : < 1 mg/l.

A l'aval hydraulique du site, l'exploitant met en place une surveillance de la qualité de ces effluents superficiels rejetés à une fréquence au minimum mensuelle s'il y a des écoulements, pendant la durée des travaux sur le site. Les mesures réalisées dans le cadre de la surveillance mise en place portent également sur les paramètres polluants mis en évidence dans le cadre du dossier de cessation d'activité à savoir :

- COV
- BTEX
- Métaux
- HAP

2.4.2 – Surveillance de la qualité de la nappe et des eaux de surface dans les piézomètres

A l'aval hydraulique du site, l'exploitant met en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines (mise en place de 2 piézomètres de contrôle de la qualité des eaux souterraines de la nappe des sables de Fontainebleau) et 2 piézomètres de contrôle de la qualité des eaux superficielles.

Le positionnement de ces piézomètres est réalisé sur la base d'une étude hydrogéologique identifiant le sens d'écoulement de la nappe sous-jacente.

Des mesures de la qualité des eaux souterraines (nappe des sables de Fontainebleau) et superficielles (lixiviats éventuels d'eaux pluviales récupérés dans les 2 piézomètres courts situés au dessus des argiles) sont réalisées à une fréquence bimestrielle pendant les travaux de remise en état, semestrielle si les 5 premières analyses indiquent des concentrations stables , puis annuelle ensuite.

ARTICLE 3 – PRESCRIPTIONS RELATIVES A LA SURVEILLANCE DU SITE

3.1 – Bornage des zones confinées et plans

Un plan reportant l'emplacement précis (y compris coordonnées Lambert) des ouvrages de confinement et de surveillance est réalisé par un géomètre lors de la réalisation des travaux de remise en état du site. Les différentes zones correspondant à des limitations d'usage (zones non aedificandi, zones susceptibles de recevoir des arbres fruitiers....) en rapport avec les pollutions résiduelles et/ou les confinements réalisés sont bornées et répertoriées sur les plans à réaliser en application des dispositions du présent article. Les emplacements des piézomètres de contrôle, des bâtiments et des principales infrastructures figurent également sur ce plan.

La société GIAT INDUSTRIES fait aussi figurer sur ce plan les zones où des terres comportant des pollutions résiduelles sont maintenues en place et confinées, conformément aux dispositions de l'article 2.2 du présent arrêté. Les cotes (en mNGF) des terres et matériaux confinés levées après la pose du revêtement avertisseur mentionné à l'article 2.2 du présent arrêté ainsi que les cotes des terrains après la pose des matériaux de confinement sont reportées sur ce plan.

Ce plan mis à jour au 31 décembre de chaque année est communiqué à Monsieur le Préfet des Yvelines et à l'inspection des installations classées au 1^{er} mars de l'année suivante tant que les travaux de remise en état liés au réaménagement du site ne sont pas achevés.

Après la cessation d'activité sur le site, ce plan est mis à jour selon une fréquence au moins décennale.

3.2 – Maintien en fonctionnement et contrôle des ouvrages de dépollution et de confinement

Selon une fréquence au moins annuelle, l'exploitant ou les personnes qu'il mandate à cet effet, réalisent une visite de contrôle du maintien des ouvrages de sécurité du site, et notamment :

- *du confinements (aspect superficiel) des polluants maintenus en place*
- *du maintien des ouvrages de surveillance de la pollution (piézomètres de contrôle notamment).*

Un registre visé par l'exploitant à chacune de ses visites et sur lequel figurent ses commentaires et les actions de maintenance envisagées est tenu sur le site. Ce registre peut être consulté à tout moment par les services d'inspection des installations classées.

ARTICLE 4 – RAPPORT FINAL DE REMISE EN ETAT DU SITE

Un rapport relatif à la réalisation des travaux de remise en état du site est réalisé. Ce rapport présente particulièrement les modalités de réalisation des travaux prescrits à l'article 2 du présent

arrêté et tous éléments permettant d'apprécier leur efficacité pour la protection des personnes et de l'environnement. Les plans de bornage et plans cotés des terrains prescrits aux articles 3.1. et 2.2 du présent arrêté sont joint à ce rapport.

Ce rapport précise les modalités selon lesquelles les travaux de décapage d'élimination ou de confinement des terres polluées ont été conduits, les modalités selon lesquelles les objectifs de traitement et de dépollution ont été atteints, ainsi que les méthodes de mesure et d'échantillonnage utilisées. Les justificatifs d'élimination des terres polluées éliminées en dehors du site sont joints à ce rapport (bordereau de suivi des déchets notamment).

Le rapport à remettre à Monsieur le préfet des Yvelines doit également comporter un bilan de la mise en œuvre des mesures de limitation d'usage proposées dans le dossier de cessation d'activité remis par l'exploitant et en rapport avec l'étude détaillée des risques remise.

ARTICLE 5 - ENTREE EN VIGUEUR DES PRESCRIPTIONS DU PRESENT ARRÊTE

Les travaux prescrits à l'article 2.1 du présent arrêté doivent être achevés dans un délai de 3 mois après la notification du présent arrêté. La dépollution de la zone V5 notamment du site doit être achevée dans un délai maximum de 2 ans après la notification du présent arrêté.

Les dispositions de l'article 3.2 ainsi que celles relatives à la mise à jour décennale du plan visé à l'article 3.1 s'appliquent sans limitation de durée. Ces mesures de surveillance et d'entretien des ouvrages de dépollution et de contrôle des confinements peuvent être modifiées par décision du préfet des Yvelines et sur proposition de l'inspection des installations classées, sur la base de données et d'expertises communiqués par la société GIAT Industries au préfet des Yvelines.

Le rapport sur les travaux de remise en état du site est remis au préfet des Yvelines dans un délai de trois mois après l'achèvement des travaux de remise en état liés au réaménagement du site.

ARTICLE 6

6.1 - Le présent arrêté sera affiché en mairie de Versailles pendant une durée d'au moins un mois, et il sera justifié de cette formalité par un certificat du maire qui l'adressera au préfet, lequel le transmettra au directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France.

6.2 - Délais et voie de recours

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif (article L.514-6 du code de l'environnement) :

▫ par le demandeur ou l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte leur a été notifié ;

par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 7 – Dispositions diverses

7.1 – Pour l'information des tiers, riverains et ayant droit, une copie du présent arrêté sera déposée à la Mairie de Versailles où toute personne intéressée peut la consulter.

Un extrait énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise est affiché à la Mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le Maire dresse un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

En outre, un avis relatif à cette autorisation est inséré par les soins du Préfet dans 2 journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département

7.2 – Un extrait énumérant les prescriptions auxquelles le site est soumis est affiché en permanence, de façon visible sur le site par les soins de l'exploitant.

7.3 – En cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, la société GIAT Industries est passible des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

7.4 - le secrétaire général de la préfecture, le maire de Versailles, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur du service chargé de la protection civile, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement d'Ile-de-France, et les inspecteurs des installations classées du département des Yvelines sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



POUR AMPLIATION
LE PRÉFET DES YVELINES
et par délégation
L'Attaché, Adjoint au
Chef de Bureau

Didier GRANDPRE

Fait à Versailles, le **09 FEV. 2006**

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général

Erard CORBIN de MANGOUX